

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DES METAUX
(PSC 142.01)**

FORMATION

Convention collective de travail du 10 mai 2001

CHAPITRE I. – CHAMP D'APPLICATION

Article 1. – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire de pour la récupération des métaux.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. – GROUPES A RISQUE

Article 2. – Cotisation pour les groupes à risque

En application de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi avec l'application de l'article 7 §2 de la loi du 26 juillet 1996, la perception de 0,15 % prévue dans l'accord national 1999-2000 (article 6.1.§1) et conclue pour une durée indéterminée, est confirmée.

Vu cet effort, les parties demandent au Ministre de l'Emploi et du travail d'exempter en 2001 et 2002 le secteur des versements de 0,10% destinés au Fonds pour l'emploi.

Article 3. – Définition des groupes à risque

Compte tenu des dispositions de l'arrêté royal susmentionné, cette perception est utilisée pour soutenir les initiatives de formation de personnes appartenant aux groupes à risque, à savoir les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi peu qualifiés, les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus, les personnes qui entrent à nouveau dans la vie active, les minimexés, les handicapés, les immigrés, les demandeurs d'emploi en statut de réinsertion, les élèves en obligation scolaire partielle, les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, à une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies et les ouvriers de 45 ans et plus.

Pour cette dernière catégorie il est en outre recommandé de contacter préalablement la délégation syndicale ou, à défaut, l'une des organisations de travailleurs représentés à la Commission paritaire avant de procéder au licenciement d'un ouvriers de 45 ans ou plus, afin d'examiner les possibilités alternatives en matière de formation ou de réadaptation professionnelle (en vertu des dispositions dans le cadre de la cellule sectorielle pour l'emploi).

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. ENDECOSTR | S8.205 | 16/14201

U 8 -06- 2001 | 3 1 -07- 2001 | R. |

Formation – Secteur Garages | Récupération | des métaux |

n 1 A

Des cas individuels peuvent être transmis au Fonds social en vue d'examiner des mesures d'accompagnement.

Conformément à l'accord national 2001-2002 du 10 mai 2001, une cellule sectorielle pour l'Emploi va être créée, dans le cadre du fonctionnement actuel d'Educam. Cette cellule est tout d'abord destinée à mieux répondre à l'offre et la demande dans le secteur (notamment par la banque de données Emplois). Ensuite, elle sera responsable de l'accompagnement en vue de la remise au travail de travailleurs menacés de licenciement ou licenciés - y compris les formations complémentaires et l'accompagnement lors de la recherche d'un nouvel emploi - afin d'assurer le maintien de l'emploi dans le secteur.

Au sein d'Educam, un groupe de travail paritaire développera cette cellule pour l'emploi pendant la durée de l'accord.

Article 4. – Missions d'Educam

Les parties signataires s'engagent à chercher un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement, dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle. A cette fin, les négociations en cours - visant à mettre en place un système de formation en alternance de qualité, géré paritairement dans le cadre de la formation des élèves en obligation scolaire partielle - seront finalisées dans la mesure du possible pendant la durée de la présente convention.

On entend notamment finaliser un accord de coopération avec l'enseignement à temps partiel et les instances compétentes concernant la formation des classes moyennes et ce, dans les deux parties du pays. Pour le financement de ces projets, référence est faite à l'article 7.

CHAPITRE III. – DROIT A LA FORMATION PERMANENTE

Article 5. – Cotisation pour la formation permanente

En outre, les efforts en matière de formation permanente des travailleurs et des employeurs continueront à être soutenus par la perception de 0,15 % sur les salaires bruts, prévue dans l'accord national 1999-2000 (article 6.2 § 2) et conclue pour une durée indéterminée.

Article 6. – Missions d'Educam

§ 1. La mission de base d'Educam consiste à :

- appuyer une politique de formation sectorielle, ce qui implique :
 - . examen des besoins de qualification et de formation ;
 - . développement de trajets de formation en fonction de l'afflux et de la formation permanente ;
 - . surveillance de la qualité et certification des efforts de formation destinés au secteur ;
 - . autres initiatives de formation à déterminer par le secteur ;

- . développement d'initiatives de promotion de la sécurité d'emploi des ouvriers, plus spécifiquement celles prévues à l'article 6 de l'accord national 2001-2002 de 10 mai 2001.

§ 2. Les parties signataires s'engagent à élargir le terrain d'action d'Educam par les initiatives suivantes:

- mener une politique de promotion des produits et services Educam, en premier lieu vis-à-vis des entreprises relevant du champ d'application de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, ainsi que vis-à-vis des autres acteurs de la formation (Enseignement, formation classes moyennes, Forem, VDAB, IBFP...). Cette politique de promotion doit contribuer à mieux faire connaître Educam en tant que tel et son rôle dans la réalisation de la politique de formation, ainsi qu'à l'image de marque du secteur en général ;
- afin d'assister les chefs d'entreprise et les délégués syndicaux dans l'élaboration du plan de formation et la gestion des compétences dans l'entreprise, Educam pourra assumer un rôle de soutien à cet égard ;
- afin de soutenir de façon optimale les initiatives de formation au niveau de l'entreprise pour ouvriers et employés, une meilleure harmonisation et coopération entre Educam et le secteur des employés (via Cefora) sera recherchée ;
- afin de permettre à Educam de respecter les obligations et missions découlant de la CCT, les moyens voulus seront mis en oeuvre. En outre, Educam aura, à titre expérimental, la possibilité de développer des activités commerciales limitées et d'offrir aux entreprises un éventail global de formations. Ces initiatives doivent être autosuffisantes et ne peuvent alourdir les charges générales pour ne pas mettre en péril les missions de base d'Educam ;
- pour la durée de l'accord, les possibilités de formation seront étendues en prévoyant, outre les formations agréées, des formations enregistrées.

Outre l'enregistrement et l'agrération de formations, Educam doit aussi élaborer un système et une procédure de certification de travailleurs. Si un plan de formation prévoit des formations agréées par Educam et si elles sont suivies d'un test de compétence dans le cadre de la certification, la délégation syndicale (si elle est présente) sera préalablement informée et consultée. En cas de résultats négatifs au test, un droit de principe à la remédiation est prévu, par lequel l'employeur s'engage à offrir un droit unique à une formation de remédiation au participant qui a échoué.

§ 3. Pour l'affectation des sommes fixées aux articles 2 et 5 et en fonction de l'exécution des missions énumérées aux mêmes articles, le Fonds social déterminera les autres modalités d'exécution. Des moyens supplémentaires seront notamment libérés pour les missions formulées à l'article 6 § 2 du Fonds social. Les réserves disponibles dévolues à Educam seront transmises à Educam avant la fin de la durée de validité du présent accord. Un groupe de travail paritaire élaborera les modalités à cette fin au sein du Fonds social. Dans ce cadre, la structure nécessaire et le contrôle paritaire (par les représentants des travailleurs et des employeurs au Fonds social) doivent être élaborés en vue de réaliser la gestion et l'utilisation des réserves au sein d'Educam.

§ 4. Les parties signataires recommandent au niveau de l'entreprise :

- de pratiquer une concertation avec le conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale au sujet de la formation permanente ;
- de planifier les efforts fournis en matière de formation permanente et de les répartir au maximum sur tous les ouvriers ;
- de pratiquer une concertation avec Educam concernant les besoins de formation.

Article 7. – Modalités d’application

Pour l’affectation des sommes fixées aux articles 2 et 5 en fonction de l’exécution des missions énumérées à l’article 6, le Fonds social déterminera les autres modalités d’exécution. Des moyens supplémentaires seront notamment libérés par le Fonds social pour les missions reprises aux articles 3 et à l’article 6. Les réserves disponibles destinées à Educam lui seront transférées avant l’expiration du présent accord. Un groupe de travail paritaire au sein du Fonds social élaborera les modalités de ce transfert. Dans ce cadre, la structure et le contrôle paritaire nécessaires (représentants des travailleurs et des employeurs du Fonds social) seront également élaborés, afin d’assurer la gestion et l’affectation des réserves au sein d’Educam.

CHAPITRE III. – VALIDITE

Article 8. – Durée

La présente convention collective de travail est valable du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus, excepté les articles 2 et 5 qui sont valables pour une durée indéterminés et qui peuvent être dénoncés moyennant un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour la récupération des métaux ainsi qu’à toutes les parties signataires.

4

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN
(PSC 142.01)**

VORMING EN OPLEIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 mei 2001

Hoofdstuk I. - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

Hoofdstuk II. - RISICOGROEPEN

Artikel 2. - Bijdragen voor risicogroepen

In uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7 §2 van de wet van 26 juli 1996, wordt de inning van 0,15 %, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6.1. §1) en afgesloten voor onbepaalde duur, bevestigd.

Gezien deze inspanning, vragen partijen dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de sector zou vrijstellen van de stortingen van 0,10% in 2001 en 2002 bestemd voor het Tewerkstellingsfonds.

Artikel 3. - Definitie van risicogroepen

Rekening houdende met de bepalingen van hoger genoemd koninklijk besluit, wordt deze inning aangewend tot ondersteuning van vormings- en opleidingsinitiatieven van personen uit risicogroepen, met name langdurig werkzoekenden, laaggeschoolde werkzoekenden, werkzoekenden van 45 jaar en ouder, herintreders en herintreedsters, bestaansminimumtrekkers, gehandicapten, migranten, werkzoekenden in een herinschakelingsstatuut, deeltijdse leerplichtigen, laaggeschoolde arbeiders, arbeiders die geconfronteerd worden met meervoudig ontslag, herstructurering of de introductie van nieuwe technologie en werklieden van 45 jaar en ouder.

Voor deze laatste categorie wordt daarenboven aanbevolen om vooraleer over te gaan tot de afdanking van een arbeider van 45 jaar of meer, contact op te nemen met de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis hiervan, met één van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité, teneinde alternatieve mogelijkheden inzake beroepsopleiding of herscholing

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR. ENREGISTR.

58.205

16/14201
EUB

Vorming en opleiding – sector Terugwinning van metalen

U 8 -06- 2001

31 -07- 2001

NR.
N°

Handwritten initials and marks.

te onderzoeken (conform de afspraken omtrent de sectorale tewerkstellingscel).

Individuele gevallen kunnen overgemaakt worden aan het Sociaal fonds, teneinde begeleidingsmaatregelen te onderzoeken.

Conform het nationaal akkoord 2001-2002 van 10 mei 2001 zal binnen de bestaande Educam-werking een sectorale tewerkstellingscel worden ingevoerd. Deze cel dient zich in eerste instantie te richten op het afstemmen van vraag en aanbod in de sector (onder meer via een vacaturebank). In tweede instantie dient de wedertewerkstellingsbegeleiding van met ontslag bedreigde en van ontslagen arbeiders – met inbegrip van aanvullende opleidingen en begeleiding in het sollicitatietraject – het behoud van tewerkstelling binnen de sector mogelijk te maken.

Een paritaire werkgroep in de schoot van Educam zal dit binnen de duurtijd van het akkoord verder uitwerken.

Artikel 4. - Opdrachten aan Educam

De ondertekenende partijen engageren zich om in het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen te zoeken naar een paritair beheerd en kwalitatief altemnerend opleidingssysteem. Daartoe zullen de reeds opgestarte onderhandelingen - om in het kader van de opleiding van de deeltijds leerplichtigen te zoeken naar een paritair beheerd en kwalitatief altemnerend opleidingssysteem - in de mate van het mogelijke binnen de duurtijd van dit akkoord worden gefinaliseerd.

Beoogd wordt hierbij de finalisering van een samenwerkingsovereenkomst met het deeltijds onderwijs en met de bevoegde instanties inzake middenstandsléerlingwezen en dit in beide landsgedeelten. Voor de financiering van deze projecten wordt verwezen naar artikel 7.

Hoofdstuk III. – RECHT OP PERMANENTE VORMING

Artikel 5. - Bijdragen voor permanente vorming

Daarenboven zullen de inspanningen op het gebied van de voortdurende vorming van werknemers en werkgevers verder ondersteund worden door de inning van 0,15 % van de brutolonen, voorzien in het nationaal akkoord 1999-2000 (artikel 6.2 § 2) en afgesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 6. - Opdrachten aan Educam

§ 1. De basisopdracht van Educam omvat:

- het ondersteunen van een sectoraal opleidingsbeleid, met name:
 - onderzoek van kwalificatie- en opleidingsnoden;

- ontwikkeling van opleidingstrajecten in functie van de instroom en de permanente vorming;
- kwaliteitsbewaking en certificering van de opleidingsinspanningen ten behoeve van de sector;
- andere door de sector te bepalen opleidingsinitiatieven;
- het ontwikkelen van initiatieven ter bevordering van de werkzekerheid van arbeiders, meer specifiek zoals voorzien in artikel 6 van het nationaal akkoord 2001-2002 van 10 mei 2001.

§ 2. De ondertekenende partijen engageren zich om het actieterrein van Educam uit te breiden met de volgende initiatieven:

- het voeren van een promotiebeleid rond de Educam-producten en dienstverlening, in de eerste plaats ten aanzien van de bedrijven die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair subcomité voor terugwinning van metalen, alsook ten aanzien van andere opleidingsactoren (Onderwijs, Middenstandsopleiding, VDAB, FOREM, IBFFP,...). Dit promotiebeleid moet bijdragen tot een betere bekendheid van Educam als dusdanig en haar rol in de realisatie van een paritair opleidingsbeleid, alsook tot het imago van de sector in het algemeen;
- teneinde de bedrijfsleiders en de vakbondsafgevaardigden bij te staan bij de uitwerking van het opleidingsplan en het competentiebeheer in de onderneming, zal Educam in dit verband een ondersteunende rol kunnen spelen;
- teneinde de opleidingsinitiatieven op bedrijfsvlak voor arbeiders en bedienden optimaal te ondersteunen, wordt een betere afstemming en samenwerking tussen Educam en de bediendensector (via Cevora) nagestreefd;
- teneinde Educam in staat te stellen de haar bij CAO opgelegde verplichtingen en opdrachten na te komen, worden de nodige middelen voorzien. Educam krijgt daarnaast – ten experimentelen titel – de mogelijkheid om beperkte commerciële activiteiten te ontwikkelen en bedrijven een globaal opleidingsaanbod te verstrekken. Deze initiatieven dienen zelfbedruipend te zijn en mogen de algemene lasten niet bezwaren teneinde de basisopdrachten van Educam niet in het gedrang te brengen;
- voor de duurtijd van het akkoord zullen de opleidingsmogelijkheden worden vergroot door naast de erkende ook geregistreerde opleidingen te voorzien.

Naast het registreren en erkennen van opleidingen dient Educam ook een systeem en procedure van certificering van werknemers uit te werken. Indien een opleidingsplan in door Educam erkende opleidingen voorziet en indien ze gevolgd worden door een competentietest in het kader van de certificering, zal de vakbondsafvaardiging (indien aanwezig) voorafgaand geïnformeerd en geconsulteerd worden. In geval van negatieve testresultaten wordt een principe-recht op remediëring voorzien, waarin de werkgever er zich

4

toe verbindt om een niet-geslaagde cursist een éénmalig recht op een remediëringsopleiding aan te bieden.

§ 3. De ondertekenende partijen bevelen aan om op bedrijfsniveau :

- overleg te plegen met de Ondernemingsraad, bij ontstentenis met de vakbondsafvaardiging omtrent de permanente vorming;
- de geleverde inspanningen inzake permanente vorming te plannen en maximaal te spreiden over alle arbeiders;
- overleg te plegen met Educam omtrent de opleidingsnoden.

Artikel 7. - Toepassingsmodaliteiten

Voor de aanwending van de sommen bepaald in artikel 2 en artikel 5 in functie van de uitvoering van de opdrachten opgesomd in artikel 6 zal het Sociaal fonds de verdere uitvoeringsmodaliteiten bepalen. In het bijzonder zullen voor de opdrachten geformuleerd in artikel 3 en artikel 6 vanuit het Sociaal fonds, bijkomende middelen worden vrijgemaakt. De beschikbare reserves die Educam toekomen, zullen worden overgemaakt aan Educam voor het einde van de looptijd van onderhavig akkoord. Een paritaire werkgroep binnen het Sociaal fonds zal de modaliteiten hiertoe uitwerken. In dit kader zullen ook de nodige structuur en paritaire controle (van werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers uit het Sociaal fonds) moeten uitgewerkt worden om het beheer en de aanwending van de reserves binnen Educam te realiseren.

Hoofdstuk IV. – GELDIGHEID

Artikel 8. - Duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig vanaf 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002 met uitzondering van artikel 2 en 5 die geldig zijn voor onbepaalde duur en die kunnen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor de terugwinning van metalen en aan de ondertekenende organisaties.